



STRATÉGIE 2024-2030

*Accélérer la
transformation des
systèmes alimentaires
par l'agroécologie*



Publié en juin 2024 par la Coalition pour l'Agroécologie.

Ce document stratégique a impliqué un processus de discussion et de consultation approfondi (par région, par catégorie de parties prenantes et par groupe de travail), permettant aux membres d'interagir et d'écouter les perspectives et aspirations de chacun·e. Ces contributions ont été documentées dans un fichier qui est resté ouvert à ceux qui n'ont pas pu assister à la consultation en temps réel pour fournir des contributions écrites. À partir de là, la Stratégie a été rédigée, discutée et développée. Nous tenons à remercier celles et ceux qui ont participé activement au processus d'élaboration de la Stratégie qui a duré un an.

Design et Mise en page: Simone & Co
www.simoneandco.com

Ce document est disponible en anglais, français, et espagnol.



Table des matières

1. Contexte	4
2. Analyse de la situation	6
3. Accélérer la transformation - Un programme d'action ..	12
a) Vision et Mission	12
b) Théorie de la transformation	14
c) Rôles stratégiques de la coalition	16
d) Objectifs stratégiques et domaines d'action	17
- Objectif stratégique 1 : Faciliter la cocréation et l'échange de connaissances sur l'agroécologie	18
- Objectif stratégique 2 : Favoriser l'augmentation des investissements dans l'agroécologie	20
- Objectif stratégique 3 : Défendre et amplifier les politiques de soutien à l'agroécologie	22
- Objectif stratégique 4 : Soutenir et promouvoir le développement de marchés pour l'agroécologie	24
- Objectif transversal : Soutenir, engager et renforcer nos membres	26
4. Gouvernance et Coordination	28
5. Communication stratégique	31
6. Suivi, évaluation et apprentissage	32
7. Plan annuel de mise en œuvre du Secrétariat	34



01 BACKGROUND

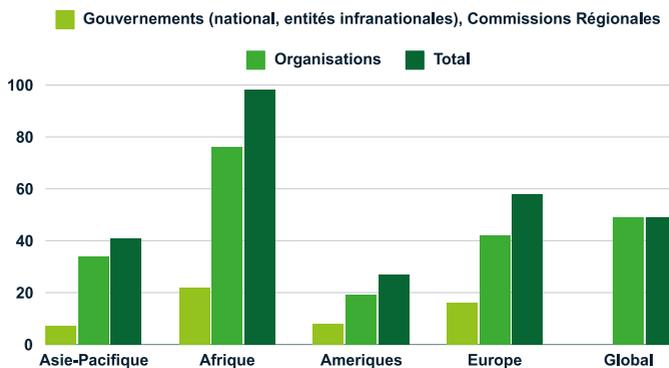
Les multiples crises interdépendantes dans les domaines de l'alimentation, du climat et de la biodiversité présentent à la fois une urgence et une opportunité de rassembler des forces et des secteurs divers pour soutenir une proposition audacieuse avancée par un large éventail d'acteurs·rices : transformer les systèmes alimentaires par l'agroécologie. En 2021, le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires (SNUSA) a attiré l'attention sur la nécessité d'une action concertée pour repenser ces derniers. La Coalition pour l'agroécologie a été créée dans ce contexte pour fournir **un mécanisme permettant aux pays et aux organisations de collaborer à la transformation des systèmes alimentaires par l'agroécologie afin de faire face à de multiples crises simultanément**. Aujourd'hui, la Coalition s'est imposée comme une voix importante pour l'agroécologie dans différents espaces, y compris dans les dialogues politiques de haut niveau. Son travail et cette stratégie visent à amplifier les voix qui doivent être plus largement entendues et prises en compte, et à renforcer l'impact de ses membres grâce à un effort collectif.

La Coalition s'efforce d'accélérer la transformation des systèmes alimentaires par l'agroécologie, guidée par les 13 principes de l'agroécologie définis par le Groupe d'experts de haut niveau pour la sécurité alimentaire et la nutrition (GEHN-SAN) du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), qui sont alignés sur les 10 éléments de l'agroécologie approuvés par le Conseil de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (OAA) en décembre 2019.

Cette stratégie s'appuie sur le travail de la Coalition qui soutient la transformation des systèmes alimentaires par l'agroécologie et la mise en œuvre de voies nationales, élaborées par les pays dans le cadre du SNUISA. Pour ce faire, elle facilite la co-création et l'échange de connaissances, encourage l'augmentation des investissements dans l'agroécologie, soutient le développement de marchés pour l'agroécologie et cherche à obtenir un engagement politique et un engagement accru en faveur de la transformation agroécologique.

Les membres de la coalition sont au premier plan. En juin 2024, la Coalition compte environ **300 membres**, dont **48 gouvernements**, **trois commissions régionales intergouvernementales**, **deux administrations infranationales** et **presque 250 organisations**, y compris des organisations de la société civile (OSC), des organisations paysannes, de peuples autochtones et de recherche, des organismes des Nations unies et d'autres organisations internationales, des fondations philanthropiques, ainsi que plusieurs petites et moyennes entreprises (PME). Forte d'une base large et diversifiée, la Coalition a la capacité d'exploiter et d'amplifier l'expérience et l'expertise combinées de ses membres afin d'avoir un impact plus important sur la transformation des systèmes alimentaires par l'agroécologie.

Les membres de la Coalition pour l'Agroécologie par région



(En juin 2024)



© Pierre Ferrand/ FAO

02 ANALYSE DE LA SITUATION

1. Un espace croissant pour l'agroécologie

Le discours sur l'agroécologie s'est considérablement développé au cours de la dernière décennie, englobant les symposiums internationaux de l'OAA sur l'agroécologie de 2014 et 2018. Sous l'impulsion d'un large éventail d'acteurs·rices, l'agroécologie est de plus en plus reconnue "comme une science, une pratique et un mouvement" et comme une force puissante pour la transformation des systèmes alimentaires. Les organisations et les réseaux qui soutiennent l'agroécologie ont fleuri aux niveaux international, régional, national et local, produisant divers produits de recherche et de connaissance, des initiatives politiques, des déclarations, des stratégies, des programmes et des initiatives sur le terrain, sur tous les continents. Des rapports mondiaux influents tels que ceux publiés par le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (GEHN-SAN, 2019), le Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food, 2016), la plateforme de partenariat transformateur sur l'agroécologie (PPT)¹ et d'autres² ont fermement établi l'espace ainsi que les cadres (les 13 principes du GEHN-SAN du CSA et les 10 éléments de l'OAA) nécessaires à l'éclosion d'un discours dynamique, transdisciplinaire et interculturel sur l'agroécologie³. Le Groupe des ami·e·s de l'agroécologie⁴ a contribué à élever le discours sur l'agroécologie dans les agences basées à Rome (RBAs en anglais). Cette dynamique croissante établit le contexte de l'agroécologie.

2. Les systèmes alimentaires occupent le devant de la scène

Après des années d'efforts de plaidoyer par différents acteurs-rices dans les principaux espaces politiques, notamment le CSA⁵, le Forum politique de haut niveau (FPHN)⁶, l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (ANUE)⁷ et les conventions de Rio, le rôle critique des systèmes alimentaires a finalement été reconnu, et le discours passe de la production à l'ensemble du système alimentaire et de ses activités: sélection des semences, production, stockage, transformation, transport, vente au détail, consommation et déchets; et couvre toutes les formes d'agriculture, y compris la pêche, la sylviculture et l'élevage. Le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sur les terres (2019) et l'évaluation de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES en anglais) (2019), entre autres, ont fermement affirmé que les systèmes alimentaires et les changements d'affectation des terres sont les principaux moteurs du changement climatique et de la perte de biodiversité, ce qui plaide en faveur d'une transformation des systèmes alimentaires. La sixième évaluation du GIEC (2022) a montré avec grande confiance que les principes et pratiques agroécologiques soutiennent la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé et le bien-être, les moyens de subsistance, la biodiversité, la durabilité et les services écosystémiques. Le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires de 2021 a vu plus de 110 pays s'engager sur des voies nationales pour la transformation des systèmes alimentaires et dans le document final du Moment de bilan du Sommet de 2023, le Secrétaire général des Nations unies a appelé à une action concertée pour intégrer les stratégies relatives aux systèmes alimentaires dans toutes les politiques nationales pertinentes, y compris en matière d'action climatique et de nature. La cible 10 du cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal (KMGBF en anglais) reconnaît que l'agroécologie contribue à la gestion durable de la biodiversité. La Conférence des Nations unies sur le changement climatique de 2023 (COP28) a publié une déclaration des dirigeants sur l'agriculture durable, les systèmes alimentaires résilients et l'action climatique, signée par 159 nations.

3. Réfléchir à une transformation durable

Les arguments en faveur de la transformation n'ont jamais été aussi pertinents - avec une grande diversité d'acteurs-rices, d'organisations de la société civile, de gouvernements, d'organisations internationales, de chercheurs, d'organisations du secteur privé et d'organisations financières et philanthropiques, qui appellent tous à s'éloigner des systèmes alimentaires non durables et à forte consommation d'intrants, largement basés sur des monocultures soutenues par des produits chimiques perturbateurs de l'environnement et des élevages séparés et confinés, pour aller vers des systèmes plus diversifiés, intégrés, résilients et équitables, tout en adaptant les pratiques afin de garantir à tous l'accès à des régimes alimentaires et à des environnements alimentaires sains. Il existe aujourd'hui une occasion unique de soutenir la transformation des systèmes alimentaires en combinant des changements dans le financement, les politiques et les pratiques. Les 13 principes alignés sur les 10 éléments de l'agroécologie constituent une bonne boussole pour guider la transformation complexe qui nécessite une approche transdisciplinaire, basée sur la science et l'innovation, et intégrant les connaissances locales issues des expériences autochtones et communautaires, ainsi qu'un financement à long terme.

4. Une image plus holistique des systèmes alimentaires

Le fait d'examiner les systèmes alimentaires sous un angle plus large a permis de mettre en évidence des réalités pertinentes qui étaient auparavant méconnues. Par exemple, grâce à la comptabilité des coûts réels, le rapport de l'OAA sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture (2023) a quantifié, dans la mesure du possible, les coûts cachés des systèmes alimentaires nationaux d'une manière cohérente et comparable pour 154 pays. Les résultats préliminaires suggèrent fortement que les coûts cachés des systèmes alimentaires à l'échelle mondiale dépassent les 10 000 milliards de dollars. Il est tout aussi révélateur de constater à quel point il est possible de réaffecter les subventions agricoles (estimées à 400 milliards de dollars par an) pour soutenir une évolution vers des systèmes alimentaires plus agroécologiques qui favorisent de meilleurs résultats en matière de santé et d'environnement.

5. Multidimensionnalité

L'agroécologie fournit un cadre global, intersectoriel, transdisciplinaire et systémique qui vise à transformer l'ensemble des systèmes alimentaires; elle peut donc être complexe à articuler et à transmettre de manière concise aux décideurs. L'application des principes de l'agroécologie concerne non seulement la sécurité alimentaire et la nutrition, mais aussi l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, l'inversion des pertes de biodiversité et la restauration des terres et des ressources en eau dégradées, ainsi que l'amélioration des moyens de subsistance, en particulier dans les zones rurales⁸. Cette multifonctionnalité est généralement négligée lorsqu'il s'agit de mesurer l'impact de l'agroécologie. La prise en compte de la multidimensionnalité à travers le paysage nécessite des changements dans les mesures utilisées pour inclure les multiples dimensions⁹, les approches territoriales¹⁰, ainsi qu'une reconfiguration de l'architecture actuelle de la recherche, de la vulgarisation et de l'éducation.

6. Le financement de l'agroécologie est en hausse, mais un investissement beaucoup plus important est nécessaire

Il y a quelques années encore, l'agroécologie ne représentait qu'une très faible proportion non seulement de l'aide publique au développement (APD), mais aussi de la part de l'APD consacrée à l'agriculture. Aujourd'hui, le financement global de l'agroécologie est en hausse et a atteint 44 milliards de dollars par an¹¹. Les bailleurs de fonds bilatéraux et les grandes agences multilatérales telles que la Commission européenne (CE), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le système CGIAR ont annoncé des enveloppes dédiées à la programmation de l'agroécologie, dans le cadre de leurs programmes de développement et de recherche. De nouveaux acteurs·rices disposant de portefeuilles de financement plus importants, tels que les banques multilatérales de développement et la philanthropie, s'intéressent à l'agroécologie. On estime qu'il faudra multiplier par dix les investissements actuels (soit 400 milliards de dollars par an)¹² pour créer les conditions permettant à l'agroécologie d'influer sur la transformation des systèmes alimentaires nécessaire pour relever les défis mondiaux actuels.

7. L'organisation du financement doit changer et s'accélérer

L'agroécologie ne peut être soutenue par un financement classique. Le financement d'une approche systémique et multifonctionnelle telle que l'agroécologie nécessite une réflexion globale, un financement plus flexible, coordonné et à long terme. Il doit soutenir une approche plus participative et inclusive qui renforce, entre autres, l'action de tous les producteurs de denrées alimentaires, y compris les petits agriculteurs et agricultrices et les exploitations familiales, qui mènent les transitions agroécologiques sur le terrain. Le financement de l'agroécologie doit s'appuyer sur de nouveaux indicateurs, des modalités et des calendriers innovants en matière de mise en œuvre, de suivi et d'établissement de rapports. Les investissements dans la transformation agroécologique par les gouvernements, les bailleurs de fonds et les investisseurs privés nécessiteront de la diversité et de la flexibilité, au sein d'un écosystème diversifié de bailleurs de fonds qui peuvent se connecter et s'aligner les uns sur les autres.

8. Modèles agricoles concurrents

Les dialogues actuels sur la transformation des systèmes alimentaires sont caractérisés par des modèles divergents de voies vers des systèmes alimentaires plus durables. Une partie de ce qui est proposé comme transformation ne constitue qu'une augmentation progressive de l'efficacité de systèmes agricoles et alimentaires intrinsèquement non durables, qui impliquent des monocultures avec une production animale intensive largement séparée, soutenue par l'utilisation de produits chimiques perturbateurs de l'environnement, ainsi que les réglementations ou actions qui entravent, voire détruisent les systèmes semenciers locaux et gérés par les agriculteurs et agricultrices. Au-delà de la manière dont les aliments sont produits, il est tout aussi nécessaire de se pencher sur les modes de consommation ainsi que sur les pertes et les déchets alimentaires. Les 13 principes alignés sur les 10 éléments de l'agroécologie portent sur la transformation de l'ensemble du système alimentaire, de la gestion des agroécosystèmes aux questions de gouvernance, en passant par des régimes alimentaires sains et culturellement adaptés et la connectivité entre les producteurs et les consommateurs de denrées alimentaires.

9. Des débouchés sous-exploités

Bien que les produits biologiques certifiés aient connu une croissance régulière et diversifiée, ainsi que quelques percées sur le marché (y compris des modèles innovants de producteur-rice à consommateur-rice), ces marchés restent des niches. L'accès juste et équitable aux marchés pour les agriculteurs et agricultrices et les fournisseurs·ses de denrées alimentaires agroécologiques reste un défi et nécessite l'intégration des enseignements tirés de l'expérience du commerce équitable, du secteur biologique et d'autres secteurs similaires. La sensibilisation des consommateurs·rices à l'agroécologie et à ses multiples avantages est également limitée. Pour que l'agroécologie s'impose dans les systèmes alimentaires, il faut des marchés dynamiques qui soutiennent les moyens de subsistance des producteurs d'aliments agroécologiques. Les marchés locaux, territoriaux, nationaux

et régionaux offrent de grandes possibilités de devenir plus équitables, tout en renforçant les cultures alimentaires locales et indigènes. Les mouvements agroécologiques ont mis au point de nombreux modèles d'entreprise, stratégies de marché et initiatives inclusives qui ont fait leurs preuves, stimulant l'esprit d'entreprise dans l'ensemble des réseaux de valeur. La poursuite des politiques de développement des marchés et des incitations peut positionner l'agroécologie comme une réussite économique offrant des opportunités aux agriculteurs-rices, aux pêcheurs-ses, aux éleveurs-ses, aux communautés rurales, aux peuples indigènes, aux femmes et aux jeunes. Cela pourrait contribuer à changer le discours sur la transformation des systèmes alimentaires et à accélérer les transitions agroécologiques dans le monde entier.

10. Reconnaissance du rôle de catalyseur des acteurs-rices des systèmes alimentaires locaux

Il est de plus en plus admis que les investissements dans le renforcement des capacités et le soutien de base aux organisations et réseaux d'agriculteurs-rices, de pêcheurs-ses et d'éleveurs-ses constituent un élément essentiel de la mise en place d'un environnement propice à la transformation agroécologique. Ces acteurs-rices comprennent les organisations des peuples autochtones et les communautés locales qui, souvent, n'ont pas la main ferme sur les leviers du changement, que ce soit au niveau de l'élaboration des politiques, des investissements ou des marchés. Pourtant, ces acteurs-rices sont sur le terrain, produisent des denrées alimentaires et nourrissent leurs communautés, innovent et créent des connaissances, développent l'agroécologie, construisent des chaînes d'approvisionnement et des marchés et font progresser la politique et le développement local malgré des ressources limitées. Ces acteurs-rices pourraient jouer un rôle beaucoup plus central dans la définition des besoins et la mise en œuvre des solutions. Le renforcement des capacités à long terme des agriculteurs-rices, des pêcheurs-e-s, des organisations d'approvisionnement alimentaire et des autres acteurs-rices des systèmes alimentaires et de leurs paysages collaboratifs et plateformes territoriales, est essentiel pour créer les environnements favorables nécessaires à l'accélération de la transformation des systèmes alimentaires par l'agroécologie.

11. Une importance croissante accordée aux politiques nationales

Les processus politiques internationaux essentiels sur le climat, la biodiversité, la désertification et les systèmes alimentaires convergent (par exemple, les contributions déterminées au niveau national (CDN), les stratégies et plans d'action nationaux en matière de biodiversité (SPANB), les plans d'action nationaux (PAN), les feuilles de route nationales des systèmes alimentaires). Cela a créé un moment propice et une opportunité de renforcer la coordination entre les départements et les secteurs des gouvernements nationaux et d'améliorer la cohérence des politiques, ainsi que d'intégrer l'agroécologie, en utilisant l'optique des systèmes alimentaires, dans les politiques relatives au climat, à la biodiversité, à la terre, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et au développement rural.

De nombreux acteurs·rices à travers le monde font également progresser l'élaboration de stratégies et de politiques nationales et infranationales en faveur de l'agroécologie. Les instruments politiques essentiels et le capital social à l'échelle locale et territoriale font défaut pour soutenir la transformation agroécologique. Les initiatives qui soutiennent l'élaboration de politiques, la sensibilisation, le renforcement des capacités et l'intégration de l'agroécologie dans des politiques plus larges peuvent favoriser la transition vers des systèmes alimentaires durables sur le terrain aux niveaux national et infranational, ce qui renforcera la dynamique au niveau mondial. Les voies de transformation des systèmes alimentaires nationaux élaborées dans le contexte du SNUSA 2021 peuvent contribuer à l'élaboration de politiques plus intégrées en matière de systèmes alimentaires.



03 ACCÉLÉRER LA TRANSFORMATION - UN PROGRAMME D'ACTION

A) Vision et mission

NOTRE VISION :

Les systèmes alimentaires sont transformés par l'agroécologie pour être durables, résilients, inclusifs, équitables, sains et prospères sur le plan économique.

NOTRE MISSION :

Accélérer la transformation des systèmes alimentaires par l'agroécologie en facilitant les actions collectives et en dotant les membres des capacités nécessaires pour mener des changements positifs à tous les niveaux.

Notre travail est guidé par les 13 principes de l'agroécologie définis par le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (GEHN-SAN) du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), qui sont alignés sur les 10 éléments de l'agroécologie approuvés par le Conseil de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (OAA) en décembre 2019.

B) Théorie de la transformation

Cette théorie de la transformation décrit la manière dont la Coalition travaille à la réalisation de cette vision, ainsi que son rôle de catalyseur du changement transformateur grâce à une base étendue de membres, de collaborateurs·rices et de contacts dans divers secteurs et régions du monde.

Le changement transformateur vient de la construction et de l'extension de modèles innovants de systèmes agricoles et alimentaires basés sur des principes agroécologiques, et du renforcement des capacités des agriculteurs·rices, des autres producteurs·rices d'aliments, des transformateurs·rices, des consommateurs·rices et des acteurs·rices du marché. Cela implique de remettre en question les mentalités et les discours dominants qui considèrent la nature et les aliments comme des marchandises plutôt que de reconnaître leurs multiples valeurs, et de générer ainsi un discours interculturel et de nouvelles connaissances co-crées au sein de la société.

Plus précisément, il s'agit de

- Travailler avec les gouvernements régionaux, nationaux et locaux, le cas échéant, ainsi qu'avec les agences internationales pour promouvoir des environnements favorables par le biais de politiques, de réglementations, de pratiques et d'institutions sociétales (éducation, culture, marchés) afin d'accélérer la transformation vers des systèmes alimentaires plus durables par le biais de l'agroécologie ;
- Travailler avec le secteur privé pour accroître les investissements dans l'agroécologie et diffuser des études de cas agroécologiques, ainsi que pour responsabiliser les entreprises et renforcer la gouvernance de systèmes alimentaires inclusifs accessibles à tous les acteurs·rices concerné·e·s ;
- Soutenir les droits et les systèmes de connaissances et de semences des agriculteurs·rices et des autres producteurs·rices de denrées alimentaires, ainsi que des consommateurs·rices, afin de faire respecter les cadres politiques fondés sur les droits qui permettent la mise en place de systèmes alimentaires durables, équitables, résilients, inclusifs, sains et économiquement florissants ;
- Renforcer les acteurs·rices du système alimentaire, notamment les agriculteurs·rices familiaux, les pêcheurs·ses, les éleveurs·ses, les peuples autochtones, les entrepreneurs·ses alimentaires locaux, le secteur privé et les communautés locales, les femmes et les jeunes.

Les membres de la Coalition sont activement engagés dans la poursuite de ces voies de transformation basées sur les principes de l'agroécologie. S'efforçant d'apporter une valeur ajoutée aux efforts de ses membres, la Coalition les soutient en favorisant le changement dans quatre domaines clés : **la connaissance et la communication, l'investissement, les politiques et les marchés**, tout en reconnaissant que ces domaines interagissent pour générer une transformation de l'ensemble du système dans n'importe quel contexte particulier.

La Coalition est un lieu d'échange entre pairs, d'apprentissage, de mise en réseau avec d'autres acteurs·rices, et de solidarité pour un changement transformateur. La Coalition renforce l'énergie, les connaissances et la portée des initiatives de ses membres, et accroît l'impact des actions et des voix collectives.



**Agroecology
Coalition**

Théorie de la t

La Coalition accélère la transformation des
en facilitant les actions collectives et
nécessaires pour mener des chang



MEMBRES DE LA COALITION





Transformation

Les systèmes alimentaires par l'agroécologie
en dotant les membres des capacités
et des instruments positifs à tous les niveaux.

VISION

Les systèmes alimentaires sont transformés par l'agroécologie pour être durables, résilients, inclusifs, équitables, sains et prospères sur le plan économique.



C) Rôles stratégiques de la coalition

Quel rôle joue la Coalition pour l'agroécologie dans l'effort de transformation des systèmes alimentaires ?

La Coalition joue un rôle actif dans l'obtention de résultats en étroite collaboration avec ses membres (et souvent sous leur direction). Les activités purement menées par ses membres ne sont pas prises en compte dans cette stratégie.

Dans chaque domaine d'action, la Coalition peut apporter une valeur ajoutée et assumer le rôle d'organisatrice et de facilitatrice, de leadeuse et de défenseuse, de courtière en connaissances ou de soutien, selon le cas, afin de maximiser l'impact et la valeur pour les membres.



En tant que leadeuse, catalyseuse et défenseuse, la Coalition unit ses membres dans une action collective et est une voix de premier plan dans l'appel à une transformation agroécologique conduite par des changements favorables dans les politiques, les investissements, les ressources, les pratiques et les marchés.



En tant qu'organisatrice et facilitatrice, la Coalition rassemble les membres et les acteurs·rices de l'agroécologie par le biais de rencontres internationales, et apporte son soutien aux rencontres régionales ou nationales, le cas échéant.



En tant que courtière du savoir, la Coalition est un acteur central dans le partage et la mobilisation des connaissances dynamiques et diverses qui sont co-crées au sein de notre réseau, travaillant avec - et apprenant de et avec - ses membres et d'autres acteurs·rices clés de la communauté agroécologique - utilisant sa portée pour informer et influencer les politiques, les pratiques et la recherche.



En tant que soutien, la Coalition amplifie les activités de ses membres et partenaires, afin de renforcer le travail en faveur des politiques agroécologiques, des investissements dans la recherche et de la mise en œuvre / de l'action.



D) Objectifs stratégiques et domaines d'action

En tant que Coalition de bonnes volontés réunissant des groupes d'organisations et d'institutions, des acteurs étatiques et non étatiques, la Coalition pour l'agroécologie défend une approche intégrée et systémique des systèmes alimentaires à grande échelle. Ses cinq objectifs visent à soutenir les voies nationales de transformation des systèmes alimentaires par l'agroécologie en renforçant les connaissances, les investissements, l'engagement politique, les marchés et les membres.

La Coalition pour l'agroécologie a **quatre objectifs stratégiques** et **un objectif transversal** qui sont décrits ci-dessous, mais la Coalition s'est également engagée à travailler de manière réflexive, en examinant périodiquement dans quelle mesure ses efforts soutiennent la transformation du système alimentaire à grande échelle, et en procédant à des ajustements en fonction de l'augmentation du nombre de ses membres et des progrès réalisés au niveau local et mondial.



© Christoph Nordin/ Never Ending Food Malawi



OBJECTIF STRATÉGIQUE 1 : Faciliter la cocréation et l'échange de connaissances sur l'agroécologie

La Coalition facilitera la cocréation et l'échange de diverses connaissances (formelles, scientifiques, locales, autochtones, traditionnelles, coutumières, etc.) sur l'agroécologie afin de favoriser le co-apprentissage, de créer de nouvelles preuves du potentiel de l'agroécologie et d'influencer profondément tous les autres objectifs stratégiques de la coalition, et d'activer tous les leviers clés du changement: investissements, politiques et marchés.

En six ans, la Coalition a :

- **Soutenu la cocréation transformatrice, systémique, transdisciplinaire et interculturelle des connaissances**, renforcé la reconnaissance des connaissances des populations locales et autochtones et influencé les priorités de la recherche à l'interface de l'innovation et des connaissances traditionnelles.
- **Facilité les initiatives de connaissance et d'apprentissage entre pairs** afin de renforcer les capacités des membres et a soutenu la documentation de pratiques et d'enseignements en matière d'agroécologie ainsi que la diffusion d'outils d'évaluation pour les politiques, les pratiques et les projets agroécologiques.
- **Promu et mobilisé des connaissances et des données probantes** afin d'influencer les politiques, la recherche, les investissements et les marchés en faveur de l'agroécologie. Elle est réputée pour fournir à ses membres et à ses alliés des produits de communication et des messages faciles à adapter, traduits dans différentes langues.

EXEMPLES DE DOMAINES D'ACTION

- **Promouvoir la cocréation transdisciplinaire et interculturelle de connaissances** et de moyens de diffusion des connaissances adaptés au contexte, en mettant l'accent sur les connaissances, les pratiques et les modes de connaissance locaux et autochtones.
- **Identifier et combler les lacunes en matière de connaissances, de recherche et d'éducation** en collaboration avec les plateformes de recherche travaillant sur l'agroécologie et la transformation des systèmes alimentaires.
- **Aider les membres à documenter les pratiques** en matière de politique et de défense de l'agroécologie, de cocréation et de mobilisation des connaissances, d'investissements et de développement du marché.
- **Soutenir les initiatives des membres pour un partage efficace des connaissances**, des échanges entre pairs, des évaluations de l'agroécologie et le renforcement des capacités dans les principaux leviers de changement (politique / plaidoyer, développement de l'agroécologie, développement du marché).
- **Diffuser des preuves sur les multiples impacts de l'agroécologie**, y compris les avantages pour faire face aux crises climatiques et de biodiversité, à la santé des sols, à la gestion des terres et de l'eau, à la pauvreté, aux moyens de subsistance et à d'autres dimensions socio-économiques, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et soutenir les membres avec des messages génériques et sur mesure pour améliorer l'adhésion des décideurs politiques et des acteurs·rices du système alimentaire.



© Benen Vision



OBJECTIF STRATÉGIQUE 2 : Favoriser l'augmentation des investissements dans l'agroécologie

La Coalition pour l'agroécologie s'appuiera sur et accélérera l'intérêt croissant pour l'agroécologie et les systèmes alimentaires et motivera les agences internationales, les gouvernements, la philanthropie, les bailleurs de fonds publics et privés et les investisseurs à augmenter, en quantité et en qualité, les investissements dans l'agroécologie. Il soutiendra les membres par des réunions, le dialogue, le plaidoyer et la mobilisation de preuves sur la contribution de l'agroécologie à la résolution des crises mondiales, et en illustrant les nombreuses initiatives efficaces et les acteurs-rices qui ont besoin d'être soutenus.

En six ans, la Coalition a :

- **Élaboré et diffusé un argumentaire solide en faveur de l'augmentation des investissements** dans l'agroécologie, avec des propositions claires pour des modalités de financement efficaces.
- **Mis en place des réunions régulières de bailleurs de fonds et d'investisseurs** concernant les besoins et les possibilités d'investissement dans le domaine de l'agroécologie.
- **Suivi et présenté un tableau complet** du volume et de la qualité des investissements dans le domaine de l'agroécologie.

EXEMPLES DE DOMAINES D'ACTION

Au niveau mondial

- **Réunir les bailleurs de fonds et les investisseurs** (publics, privés, mondiaux, régionaux, nationaux) pour promouvoir l'augmentation des investissements, la coordination et l'engagement en faveur de l'agroécologie, en mettant en évidence les pratiques en matière d'investissements et d'outils d'évaluation des financements.
- **Promouvoir et faciliter** le suivi, la mesure et la transparence des flux d'investissement mondiaux dans les systèmes alimentaires, y compris le financement de l'agroécologie.
- **Documenter et faire connaître des bons exemples** en matière de financement de l'agroécologie, y compris les mécanismes de financement innovants et la réaffectation des aides agricoles (y compris les subventions) afin de soutenir le renforcement des capacités des acteurs et actrices des systèmes alimentaires, ainsi que les architectures de gouvernance inclusives qui soutiennent la participation équitable des communautés locales à la prise de décision et au suivi des projets et des investissements.
- **Élaborer et diffuser** un "dossier de soutien" à l'agroécologie facilement adaptable, comprenant le retour sur investissement pour tous les paramètres de durabilité,
- **Diffuser** des analyses de rentabilité pour les investissements dans les chaînes d'approvisionnement agroécologiques et le développement de l'esprit d'entreprise afin d'accroître l'intérêt des investisseurs du secteur privé et des fonds d'investissement du secteur public.

Aux niveaux régional et national

- **Promouvoir et diffuser la recherche et la documentation** sur les pratiques, les cas d'investissement et la recherche sur les mécanismes de financement et les modèles d'investissement novateurs et efficaces pour soutenir la transition agroécologique.
- **Promouvoir l'augmentation des investissements des gouvernements, des donateurs et du secteur privé** dans les initiatives agroécologiques (par exemple, "mise en relation" entre les idées de projets investissables et les bailleurs de fonds potentiels; favoriser les échanges sur les stratégies nationales et l'expérience en matière d'investissement et de financement propres à l'agroécologie au-delà de la coopération au développement) et dans le renforcement des capacités des acteurs·rices des systèmes alimentaires ainsi que des gouvernements locaux et infranationaux à s'engager dans les dialogues politiques et les pratiques en matière d'agroécologie.
- **Soutenir la recherche et le plaidoyer des membres** pour réorienter le soutien financier à l'agriculture (y compris les subventions) vers l'agroécologie.



OBJECTIF STRATÉGIQUE 3 : Défendre et amplifier les politiques de soutien à l'agroécologie

La Coalition pour l'agroécologie s'efforcera de renforcer l'engagement politique en faveur de la transformation des systèmes alimentaires par l'agroécologie avec un écosystème croissant et diversifié d'acteurs-rices, en saisissant les opportunités de plaidoyer collectif au sein des institutions des Nations unies ainsi que dans d'autres forums et processus mondiaux, régionaux et nationaux, et en contribuant à faciliter l'élaboration de politiques efficaces aux niveaux national et multilatéral.

En six ans, la Coalition a :

- **Coordonné des actions conjointes et d'échanges** avec les membres et les alliés, afin d'intégrer l'agroécologie dans les documents et recommandations politiques nationaux, régionaux et mondiaux (par exemple, processus des conventions de Rio, stratégies nationales en matière d'agroécologie, rapport mondial sur le développement durable, etc.)
- **Fourni aux membres des outils pour renforcer le plaidoyer** spécifiquement avec les plateformes intergouvernementales, les conventions internationales et les politiques régionales et nationales, facilitant ainsi la collaboration et l'échange.
- **Documenté l'augmentation de l'adoption et de l'impact de l'agroécologie dans les politiques, compilé les politiques** agroécologiques à travers le monde et présenté les exemples et les guides sur les stratégies et politiques agroécologiques nationales, ainsi que sur l'intégration de l'agroécologie dans les politiques telles que les contributions déterminées au niveau national (CDN), les stratégies et plans d'action nationaux en matière de biodiversité (SPANB), les objectifs nationaux de neutralité en matière de dégradation des terres (LDN en anglais), les feuilles de route des systèmes alimentaires nationaux et les plans d'adaptation nationaux (PAN).
- **Soutenu ou participé à des échanges entre pairs et au renforcement des capacités** en matière de plaidoyer, d'élaboration et de mise en œuvre des politiques; renforcement du rôle de catalyseur des acteurs-rices locaux en faveur d'initiatives politiques nationales ou régionales prometteuses.

EXEMPLES DE DOMAINES D'ACTION

Au niveau mondial

- **Construire un plaidoyer mondial** avec les voix des - et les avantages pour -les agriculteurs·rices et les acteurs·rices de la chaîne de valeur alimentaire (y compris les pêcheurs·ses, les éleveurs·ses, les habitant·e·s des forêts, les peuples indigènes et les communautés locales, les femmes, les jeunes, les groupes marginalisés, les start-ups innovantes).
- **Contribuer à une cartographie mondiale** des politiques nationales, régionales et locales en matière d'agroécologie et présenter des exemples lors d'événements pertinents à différents niveaux.
- **Unir et coordonner les membres et les alliés afin d'avoir un impact sur les processus politiques mondiaux** par le biais d'initiatives politiques, de messages et d'alliances qui mettent en lumière et positionnent l'agroécologie dans les initiatives mondiales pour la transformation des systèmes alimentaires, le climat, la biodiversité, la terre, la santé et la nutrition, le développement rural et d'autres thèmes pertinents.
- **Soutenir les points focaux de la Coalition** pour qu'ils aient un impact sur le plaidoyer régional et sur les processus des Conventions de Rio et d'autres négociations pertinentes.
- **Approfondir la collaboration avec les principaux alliés et avec les initiatives mondiales de plaidoyer** étroitement liées à la transformation des systèmes alimentaires par l'agroécologie.

Aux niveaux national et régional

- **Contribuer à la documentation et à la diffusion d'exemples** en matière de stratégies, de politiques et de mécanismes de financement nationaux et régionaux en faveur de l'agroécologie (y compris la réaffectation des subventions), et pour l'inclusion de mesures agroécologiques dans les CDN, les SPANB, les objectifs de neutralité en matière de dégradation des terres et les feuilles de route nationales pour la transformation des systèmes alimentaires.
- **Créer, avec les membres, des notes politiques faciles à utiliser, des espaces d'échange politique** entre pairs et des communautés de pratique pour soutenir les décideurs·ses politiques, les OSC, le secteur privé et d'autres parties prenantes concernées.
- **Soutenir les efforts de plaidoyer des membres** en participant à des dialogues directs avec les décideurs politiques ainsi qu'à des échanges multipartites (par exemple, gouvernement-OSC) en introduisant ou en accompagnant le développement, la mise en œuvre et le suivi des politiques nationales, des plans d'action et des stratégies pour l'agroécologie et les approches territoriales de la transformation des systèmes alimentaires ; en intégrant l'agroécologie dans les politiques pour l'alimentation et l'agriculture, le climat, la biodiversité, la santé et la nutrition, le développement rural, les systèmes de semences, la santé des sols, la gestion de l'eau et de la terre, et d'autres thèmes pertinents ; en renforçant la cohérence des politiques et en établissant des plates-formes de plaidoyer et de gouvernance.
- **Réunir les gouvernements membres** de la coalition pour un échange de politiques entre pairs et pour développer des stratégies agroécologiques nationales.
- **Présenter des exemples "phares" de partenariats territoriaux et de cadres politiques** dans le domaine de l'agroécologie.



© Pierre Ferrand/ FAO



OBJECTIF STRATÉGIQUE 4 : Soutenir et promouvoir le développement de marchés pour l'agroécologie

La Coalition encouragera le développement de marchés locaux, territoriaux, nationaux et régionaux dynamiques et de modèles commerciaux inclusifs améliorant les moyens de subsistance et l'influence des agriculteurs·rices agroécologiques et des acteurs·rices du système alimentaire, en démontrant que l'agroécologie est une voie économique forte qui est inclusive, équitable et durable.

En six ans, la Coalition a :

- **Réuni les acteurs·rices travaillant sur l'entreprenariat, les chaînes de valeur et le développement des marchés territoriaux** pour partager leurs expériences et leurs pratiques et soutenu les approches de pair à pair pour le renforcement des capacités.
- **Contribué à faire évoluer le discours sur la viabilité économique** de l'agroécologie et des entreprises alignées sur les principes et les éléments agroécologiques.
- **Rassemblé et diffusé les bonnes pratiques et les enseignements tirés** de la création de marchés résilients et de modèles d'entreprise inclusifs, ainsi que d'initiatives visant à développer la demande, l'esprit d'entreprise et les chaînes de valeur.

EXEMPLES DE DOMAINES D'ACTION

- **Soutenir et mettre en valeur les efforts fructueux** visant à développer des marchés territoriaux et des chaînes de valeur résilientes, offrant une rémunération équitable aux agriculteurs·rices et réduisant les intrants externes.
- **Promouvoir et servir d'intermédiaire entre les innovations et les pratiques des membres**, les formations, les boîtes à outils et les opportunités de pair à pair dans le monde entier, en faisant progresser les voies de développement du marché pour les agriculteurs agroécologiques et les fournisseurs d'aliments, par exemple les systèmes de garantie participatifs, les modèles d'agrégateurs et de groupes de producteurs·rices, les marchés publics, les systèmes locaux de semences paysannes, le soutien aux entrepreneurs·ses, le soutien à l'agriculture familiale et aux coopératives, l'étiquetage et les campagnes de consommateurs·rices, en mettant particulièrement l'accent sur les initiatives de développement du marché menées par les acteurs·rices du système alimentaire.
- **Documenter et communiquer sur l'amélioration des moyens de subsistance des agriculteurs** grâce à l'agroécologie, ainsi que sur les modèles d'entreprise et les entreprises qui ont réussi à s'aligner sur les principes et les éléments de l'agroécologie.
- **Diffuser des études de cas sur les investissements** dans les chaînes de valeur agroécologiques, la création de valeur ajoutée et l'esprit d'entreprise afin d'accroître l'intérêt des investisseurs du secteur privé et des fonds d'investissement du secteur public.



OBJECTIF TRANSVERSAL : Soutenir, engager et renforcer nos membres

La Coalition s'appuie sur le travail, l'expérience et les idées de ses membres. Elle cherche à renforcer l'engagement des membres en donnant de la visibilité à ce qu'ils font et en encourageant la collaboration avec d'autres membres pour une plus grande portée, en élevant les membres de la coalition au rang de leaders dans la transformation des systèmes alimentaires, en soulignant l'importance de se rassembler dans un processus multipartite, et en maximisant l'impact collectif.

En six ans, la Coalition a :

- **Favorisé l'augmentation du nombre de membres et l'engagement actif**, en particulier des gouvernements, des groupes sous-représentés et des régions.
- **Soutenu des activités de plaidoyer, des échanges entre pairs et le renforcement des capacités des membres**, en particulier des acteurs-rices nationaux et locaux des systèmes alimentaires, afin de renforcer leur travail et leur influence aux niveaux national, régional et mondial.

EXEMPLES DE DOMAINES D'ACTION

- **Renforcer l'engagement des membres** par le biais de différents groupes de travail et de canaux de communication efficaces.
- **Sensibiliser les gouvernements, les groupes et les institutions** qui ne sont pas encore adeptes de l'agroécologie, par exemple les groupes de consommateurs-rices, le secteur privé, les banques de développement et les institutions financières.
- **Soutenir les membres dans le partage de modèles innovants** et de pratiques et plateformes de prise de décision inclusives.
- **Soutenir et contribuer aux activités des membres en matière de plaidoyer, de co-création et d'échange de connaissances**, de formation et d'apprentissage entre pairs, en veillant à ce que les meilleures pratiques et les meilleurs outils soient accessibles.
- **Présenter les initiatives locales, territoriales, nationales et régionales** des membres de la Coalition en matière de systèmes alimentaires qui renforcent la souveraineté alimentaire et semencière ainsi que les moyens de subsistance durables grâce à l'agroécologie.
- **Promouvoir une plus grande reconnaissance des connaissances**, droits, pratiques et modes de connaissance interculturels, traditionnels et coutumiers, et mettre en évidence les avantages de la combinaison des connaissances locales et traditionnelles avec l'innovation scientifique.
- **Aider les points focaux nationaux** à exercer une influence dans leur propre contexte national et sur les processus multilatéraux.
- **Contribuer au renforcement des capacités** des petit-e-s exploitant-e-s agricoles et familiaux, et des acteurs-rices de la chaîne de valeur alimentaire (y compris les pêcheurs-ses, les éleveurs-ses, les habitant-e-s des forêts, les populations autochtones et les communautés locales, les femmes, les jeunes, les jeunes entreprises innovantes) dans les dialogues et les interventions politiques, et les mobiliser en tant que porte-parole, chef-fe-s de file, et champion-ne-s dans les forums régionaux et internationaux, le cas échéant.
- **Créer un système de gouvernance de la coalition transparent, accessible et inclusif** qui motive l'engagement des membres, l'esprit d'appartenance et le dialogue entre des groupes très divers.



04 GOUVERNANCE ET COORDINATION

Assemblée générale des membres

Les membres de la coalition constituent son assemblée générale. **Les réunions semestrielles de l'assemblée générale** sont organisées et suivies par les points focaux des membres ou leurs représentants désignés. Ces interactions ont lieu virtuellement avec une interprétation simultanée en anglais, français et espagnol. Les membres reçoivent des mises à jour sur les activités de la coalition, soutiennent la stratégie de la Coalition et partagent des informations sur leurs initiatives respectives avec les autres membres par le biais de canaux de communication appropriés.

Les organisations souhaitant rejoindre la Coalition pour l'agroécologie sont invitées à signer la **Déclaration d'engagement** (disponible en français, en espagnol et en anglais) afin de devenir membre. Aucune cotisation n'est exigée. Les nouveaux membres remplissent un formulaire d'information mentionnant leur(s) point(s) focal(aux) et les groupes de travail qu'ils souhaitent rejoindre.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie et de l'élaboration des plans de mise en œuvre, tous les membres identifient les actions ou les transitions auxquelles ils contribueront et ce dont ils ont besoin de la part des autres acteurs-rices pour réussir et renforcer leurs engagements.

Groupes de travail

Les **groupes de travail (GT)** mentionnés ci-dessous font avancer les travaux de la Coalition. Chaque groupe de travail élabore son propre plan de travail afin de contribuer à la mise en œuvre de la stratégie globale de la coalition. Les membres de la coalition choisissent le(s) groupe(s) de travail auquel(s) ils souhaitent contribuer :

- **Recherche, innovation et éducation**
- **Politiques**
- **Financement et investissement**
- **Marchés¹⁴**
- **Communication**
- **Mise en œuvre**

Convoqués par leurs co-facilitateurs·rices, les groupes de travail déterminent leur propre mode de fonctionnement et rendent régulièrement compte au comité de pilotage (par exemple, les co-facilitateurs·rices des groupes de travail sont invités aux réunions du comité directeur). Le Secrétariat soutient le fonctionnement des groupes de travail (par exemple, en organisant les réunions, en gérant la liste des membres, en élaborant l'ordre du jour avec les co-facilitateurs·rices, en fournissant des conseils sur les activités et les résultats attendus correspondant aux besoins des membres, en rédigeant les comptes rendus), et sert de pont entre les groupes de travail et le comité de pilotage. La collaboration entre les groupes de travail sur des thèmes communs est encouragée par des sessions conjointes, un travail coordonné sur des sujets / problématiques qui se chevauchent, et un marquage commun des activités. D'autres groupes de travail ou sous-groupes peuvent être constitués, le cas échéant, avec l'approbation du comité de pilotage.

Secrétariat permanent

Le Secrétariat permanent de la Coalition pour l'agroécologie a été **établi en février 2023**, hébergé par Bioversity International à Rome, en Italie. L'équipe du Secrétariat est composée du Coordinateur exécutif de la Coalition, d'une Coordinatrice associée, d'une Chargée de communication et d'un Conseiller principal. Le Secrétariat est responsable de la coordination de la mise en œuvre de la stratégie, de l'engagement des membres, de l'appui au Comité de pilotage, du soutien aux différents groupes de travail et des opérations quotidiennes du travail de la Coalition.

Liens avec d'autres mécanismes

En tant qu'initiative indépendante, la Coalition interagit avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, le Groupe des amis de l'agroécologie¹⁵, la plateforme du sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires et d'autres organismes, le cas échéant, et partage sa stratégie afin de favoriser les liens entre eux.



05 COMMUNICATION STRATÉGIQUE

TABLE DES MATIÈRES

Pour mettre en œuvre la stratégie de la Coalition, il est essentiel de pouvoir faire comprendre à de multiples publics l'importance de l'agroécologie dans la transformation de nos systèmes alimentaires, d'amplifier le travail des membres de la Coalition et d'asseoir la réputation de la Coalition pour l'agroécologie en tant que référence clé en matière d'agroécologie.

Grâce aux produits et aux activités de communication de la Coalition, nous ferons connaître les avantages holistiques de l'agroécologie pour relever les multiples défis. En tant que réseau croissant et diversifié, la Coalition a un accès direct à une incroyable richesse de ressources, d'informations et d'expertise sur l'agroécologie. C'est sur cette force que la Coalition s'appuiera pour rendre son travail de communication pertinent et original.

La Coalition améliorera la compréhension de notre public sur les solutions et le potentiel agroécologiques et montrera l'élan croissant en faveur de l'agroécologie à travers une large gamme de produits de communication tels que des études de cas, des communiqués de presse, des articles d'opinion, des articles de sites web, des posts sur les médias sociaux, des vidéos explicatives, etc. La Coalition contribuera à maintenir l'engagement de ses membres et leurs activités à un niveau élevé grâce à des produits tels que des bulletins d'information internes et des webinaires.



06 SUIVI, ÉVALUATION ET APPRENTISSAGE

La Coalition pour l'agroécologie s'engage à travailler de manière réflexive, en examinant périodiquement dans quelle mesure ses efforts soutiennent la transformation des systèmes alimentaires à grande échelle, et en procédant à des ajustements en fonction de l'augmentation du nombre de ses membres et des progrès réalisés au niveau local et mondial.

Le cadre de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (SEA) de la coalition qui doit être développé comportera trois éléments : (1) saisir les résultats émergents résultant de la mise en œuvre des différents domaines d'action identifiés, en tenant compte des publics internes et externes; (2) aider la Coalition à apprendre et à évoluer; et (3) identifier les risques potentiels qui doivent être anticipés et gérés. La SEA sera spécifiquement appliquée au Secrétariat, à chaque groupe de travail et à la Coalition dans son ensemble.

Le premier élément comprendra une série d'indicateurs (pas plus de cinq par objectif stratégique) qui peuvent être contrôlés pour voir dans quelle mesure chacun des objectifs stratégiques est atteint. Ces indicateurs peuvent être à la fois quantitatifs et qualitatifs et doivent être reflétés dans le plan de mise en œuvre annuel (glissant) et seront liés aux



différents domaines d'action identifiés. La portée de la coalition est un élément connexe. Des indicateurs quantitatifs et qualitatifs doivent être collectés et des récits de transition doivent être recueillis par le biais de différents produits de communication.

Le deuxième élément consiste à créer des espaces de réflexion au sein de la coalition, en discutant et en partageant ce que les membres apprennent dans le cadre de la coalition et comment la coalition peut s'améliorer dans la poursuite de sa mission collective. Ce travail sera réalisé collectivement avec les membres en organisant des sessions de réflexion et des enquêtes.

Le troisième élément comprend l'identification et l'analyse des risques potentiels qui pourraient avoir un impact négatif sur la mise en œuvre efficace de la stratégie. Il s'agit de questions internes et externes à la coalition. Les mesures à prendre seront identifiées et feront partie du plan de mise en œuvre.



07 **PLAN ANNUEL DE MISE EN ŒUVRE DU SECRÉTARIAT**

Pour mettre en œuvre l'orientation stratégique, le Secrétariat de la Coalition pour l'agroécologie élabore chaque année un plan de mise en œuvre annuel composé des éléments suivants

- Des objectifs annuels contribuant à la réalisation des différents objectifs définis;
- Un ensemble d'activités à mener pour atteindre les objectifs annuels;
- Un budget annuel indiquant les ressources financières nécessaires au déploiement des activités ;
- Un agenda annuel indiquant toutes les réunions du comité de pilotage, des membres et des groupes de travail, ainsi que tous les événements mondiaux et régionaux auxquels la coalition devrait participer activement;
- Un plan de travail dynamique pour chaque groupe de travail afin de soutenir la mise en œuvre de la stratégie de la coalition;
- Indicateurs permettant de mesurer la réalisation des objectifs annuels.

Ce plan annuel de mise en œuvre est présenté chaque année au comité de pilotage pour approbation.

NOTES

1. Le PPT est né du CSA, du rapport du GEHN (2019) et d'une série d'autres dialogues sur l'agroécologie en 2019, y compris celui impliquant le CIRAD et le CGIAR. Il s'attaque aux lacunes en matière de preuves et de mise en œuvre qui entravent les transitions agroécologiques et fournit un secrétariat intérimaire à la Coalition jusqu'à ce qu'un financement soit disponible pour établir un secrétariat permanent pour elle.
2. IDDRI, 2021, Une Europe agroécologique à l'horizon 2050 : Quel impact sur l'utilisation des terres, le commerce et la sécurité alimentaire mondiale ? <https://www.iddri.org/en/publications-and-events/study/agroecological-europe-2050-what-impact-land-use-trade-and-global-food> ; Coalition de la politique alimentaire de l'UE, 2021, Prise de position sur l'agroécologie, <https://foodpolicycoalition.eu/about-us/#why>
3. Wezel A, Gemmill Herren B, Bezner Kerr R, Barrios E, Gonçalves ALR et Sinclair F (2020). Principes et éléments agroécologiques et leurs implications pour la transition vers des systèmes alimentaires durables. A review. *Agronomy for Sustainable Development* 40: 40 13pp. <https://doi.org/10.1007/s13593-020-00646-z>
4. Le groupe d'amis est un groupe informel et ouvert d'États membres des EBR partageant l'intérêt commun de promouvoir et de renforcer l'agroécologie dans les EBR.
5. Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition (CSA-VGFSyN) <https://www.OAA.org/cfs/vgfsn/en/>
6. La déclaration ministérielle du Forum politique de haut niveau (FPHN) 2018 sur le développement durable appelle toutes les parties prenantes à adopter une approche des systèmes alimentaires durables. Résolution du FPHN E/HLS/2018/1. Paragraphe 26.
7. UNEA-3 (2019) Mise en œuvre de la déclaration ministérielle UNEP/EA.4/HLS. 1 Déclaration ministérielle https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/29753/Item%204%20UNEP_UNEA4_Monitoring_Ministerial_Declaration-Thu-12-Sep-2019.pdf
8. Sinclair, F., Wezel, A., Mbow, C., Chomba, C., Robiglio, V. et Harrison, R. (2019). La contribution des approches agroécologiques à la réalisation d'une agriculture résiliente au climat. Document d'information. Commission mondiale sur l'adaptation. Rotterdam. <https://gca.org/reports/the-contributions-of-agroecological-approaches-to-realizing-climate-resilient-agriculture/>
9. Lamanna C, Coe R, Crossland M, Fuchs LE, Barahona C, Chiputwa B, Orero L, Adoyo B et Geck M. 2024. Développer des évaluations holistiques des systèmes alimentaires et agricoles : A meta-framework for metrics users. Document de travail 4. Bogor, Indonésie et Nairobi, Kenya : CIFOR-ICRAF : The Transformative Partnership Platform on Agroecology 24pp. https://www.cifor-icraf.org/publications/pdf_files/WPapers/TPP-WP-4.pdf
10. FAO, Fondation Biovision, Forum des politiques alimentaires pour le changement et Agroecology Coalition Agroecology Dialogue Series N*1 (janvier 2023). <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/03321402-c832-4110-b3e7-c296b416d2e5/content>
11. Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation, 2023. Cultiver le changement : Accélérer et étendre l'agroécologie et les approches régénératives
12. op-cite.
13. Cette composition a été établie lors de la création de la coalition en 2021. Elle pourra être revue à l'avenir en fonction de l'évolution de la composition de la coalition au cours de la mise en œuvre de la stratégie.
14. Identifiées au cours du processus d'élaboration de la stratégie.
15. Le Groupe d'amis est un groupe informel de pays qui ont apporté un soutien financier et politique au processus d'agroécologie de la OAA au fil des ans, en se sensibilisant les uns les autres et en s'adressant à d'autres pays.



Coalition pour l'Agroécologie
Hébergée par Bioversity International
Via di San Domenico 1
00153 Rome
Italie



Nos partenaires donateurs actuels



Co-fondé par l'Union Européenne



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

